## CHAP. XXV. FAUSSES THÉORIES SUR L'ÉCHANGE : — THÉORIE DE LA BALANCE DU COMMERCE OU SYSTÈME MERCANTILE

I. Faux point de départ de cette théorie. — Nature de l'Échange extérieur et portée des relevés officiels des Importations et des Exportations. — II. Le Système mercantile est en opposition avec la véritable notion de la Monnaie et de la Circulation. — III. Les partisans de ce système méconnaissent le mécanisme des opérations commerciales. — IV. Preuve de la fausseté de cette théorie par l'absurde. — V. Cas où la Balance est défavorable. — VI. Origine de cette théorie et ses funestes effets. — Conclusions.

### § 1. — Faux point de départ de cette théorie. — Nature de l'Échange extérieur et portée des relevés officiels des Importations et des Exportations.

630. Autrefois, avant les recherches des économistes du dix-huitième siècle, tous ceux qui avaient à parler de matières économiques partaient toujours de ce principe, que la *balance du commerce* [1] n'est favorable à une nation qu'autant que ses exportations dépassent ses importations. Ils pensaient que l'excès d'exportation était soldé par les autres nations en espèces, et que ce surcroît d'espèces venait augmenter la masse du numéraire circulant, auquel ils attribuaient une valeur absolue, invariable, et qu'ils croyaient être, qu'elle qu'en fût la proportion, la richesse par excellence.

Ils étaient donc conduits à proclamer le commerce extérieur comme la branche de travail la plus productive pour une nation (d'où le nom de système *mercantile* [2]), et l'appauvrissement des peuples voisins comme un excellent moyen de s'enrichir. Toute importation était considérée comme une diminution d'espèces, comme une perte, comme un *tribut* payé à l'étranger (356). De là tout un système de politique commerciale, de visées diplomatiques, d'administration financière et de réglementation industrielle [3] dont l'idéal pour chaque nation était d'exporter sans

[1] La différence entre les importations et les exportations est ce qu'on a appelé la *Balance du commerce ;* — différence, solde et balance sont synonymes en comptabilité.

[2] De l'italien *mercantile*, commercial. La plupart des écrivains italiens du dix-huitième siècle ont partagé l'erreur du système mercantile.

[3] « C'était une opinion universellement reçue et qui remontait même jusqu'aux âges de l'antiquité, que le commerce au loin était la source des richesses les plus abondantes ». (G. Garnier, préface de sa traduction de Smith.)



importer, de toujours vendre sans acheter, idéal complètement absurde parce qu'il est une impossibilité.

631. Si l'économie politique, à l'aide des travaux de l'école de Quesnay [1] et de celle d'Adam Smith [2], est parvenue à renverser ces erreurs, elles n'en sont pas moins encore suivies par la plupart des gouvernements et des publicistes qui raisonnent sur la richesse des particuliers et des nations. Tous les jours, nous entendons redire aux gouvernements que leur devoir est de veiller à ce qu'il entre beaucoup de numéraire dans le pays, à ce que la nation vende beaucoup à l'étranger et lui achète peu (ce qui est une véritable utopie), de prendre, en un mot, les mesures convenables pour *rendre la balance favorable* et ne pas « payer tribut à l'étranger ».

632. En réfléchissant à la nature de l'échange (ch. xv), on ne tarde pas à s'apercevoir que ce n'est que par exception que l'une des parties contractantes peut se trouver lésée. En général, dans cette opération, les avantages sont réciproques, les intérêts se balancent, les valeurs s'équilibrent, l'échange profite aux deux parties contractantes. Ce qui est vrai pour un échange est vrai pour deux, est vrai pour tous ; — ce qui est vrai pour deux individus est vrai pour deux groupes de population en rapport d'affaires, vrai pour deux peuples, et il est impossible d'admettre qu'une nation qui est la réunion d'un grand nombre d'individus, travaillant dans leur intérêt particulier, cède la masse de ses produits pour rien ou pour des produits de valeur inférieure.

Lorsqu'un pays envoie un courant de produits, il est payé par un contre-courant direct ou indirect d'autres produits qui lui sont envoyés.

Ainsi donc, les relevés administratifs, qui indiquent les importations et les exportations d'un pays, ne devraient présenter aucune différence notable entre les exportations de cette nation pour tous les pays et les importations de tous les pays au sein de cette nation. Pour cela, il faudrait qu'ils fussent tous calculés sur les mêmes bases, qu'ils fussent sans erreurs ou omissions, et qu'ils comprissent notamment la contrebande et les sommes d'espèces ou de titres non déclarés. — Il semble même que la

[1] La Balance en argent, chose futile ! (Quesnay, xxiv^e *Maxime*.)

[2] Adam Smith a consacré le tiers de son ouvrage à la dicussion et à la réfutation de ce système, à l'occasion duquel il a élucidé divers principes de la science, exposés aujourd'hui dans un ordre plus méthodique et plus rationnel.

différence, s'il pouvait y en avoir une, devrait être forcément en faveur des importations; car, en somme, les raisons qui portent à l'échange sont que l'on a plus besoin des produits que l'on reçoit que de ceux que l'on donne; on accorde, par conséquent, plus de valeur à ceux-là qu'à ceux-ci; et même, à quantité équivalente, les produits exportés n'ont pas encore reçu toute la façon commerciale dont ils sont susceptibles, tandis que les produits importés peuvent être considérés comme achevés sous ce rapport. On peut, enfin, donner cette grosse raison que les nations qui font le commerce avec l'extérieur ne le continueraient pas si, finalement, il ne leur donnait pas un bénéfice représenté par l'excédant de la valeur importée sur celle exportée.

En fait, la somme des importations doit forcément dépasser chez tous les peuples celle des exportations. J.-B. Say a admis cette proposition[1], et on en trouve une explication très plausible dans un écrit de Necker, adversaire de Turgot. Si l'on évalue, disait Necker[2], les marchandises tirées de l'étranger en raison de leur prix courant au sein des royaumes, on exagérera la dette contractée par l'État; car ce prix courant est composé non-seulement de la somme payée à la nation qui les a vendues, mais encore du bénéfice de l'intérêt des avances des négociants, des frais de transport et du fret qui ont pu encore être gagnés par la marine nationale; d'où il résulte que la balance véritable penche toujours en faveur du peuple que l'on considère. D'un autre côté, Schmaltz[3] a expliqué l'excès des exportations trouvé dans les tableaux des États allemands, par les marchandises avariées ou restant en chemin, ou par le déficit qui résulte des faillites et des autres pertes.

Si donc il y a des relevés officiels qui indiquent une différence notable provenant d'un excès d'importations ou d'exportations, tout porte à croire que ces relevés ne sont pas l'expression complète de ce qui se passe dans le commerce de la nation que l'on considère, soit que les employés de l'administration commettent des erreurs de fait ou de calcul, soit qu'ils prennent des bases d'évaluation qui ne soient pas justes[4].

[1] *Cours complet*, t. I, p. 540, édition Guillaumin.

[2] *De la Législation et du commerce de grains*, 1775, 1 vol. in-8, reproduit dans le tome XV de la *Collection des principaux économistes* de Guillaumin.

[3] *Économie politique*, 1808, trad. de l'allemand par Th. Jouffroy, 2 vol. p. 285.

[4] Voy. une Note finale sur les Travaux d'importation et d'exportation et les *valeurs officielles*.



632*. Au point de vue de l'intérêt soit individuel, soit social, le but réel auquel on tend, par la force des choses, c'est le maximum d'importations, pour le minimum d'exportations; car le but universel de l'homme dans une transaction est d'arriver à donner moins pour obtenir plus.

### § 2. Le système mercantile est en opposition avec la véritable notion de la Monnaie et de la Circulation.

633. Jusqu'ici on peut encore objecter que cette différence entre les importations et les exportations n'existe pas non plus aux yeux des partisans de la balance, puisqu'ils pensent que cette même différence est forcément soldée en espèces importées ou exportées. Mais c'est précisément cette croyance spéciale que nous voulons ramener à ce qu'elle doit être en réalité.

D'abord, on ne peut nier que les pays producteurs de métaux précieux ne soient constamment forcés de les exporter et d'avoir la balance contre eux, et, d'autre part, que les pays non producteurs de métaux précieux n'aient plus de chances pour avoir cette prétendue balance en leur faveur.

Mais faisons abstraction de cette circonstance, et supposons que la masse du numéraire est invariable dans le monde entier, et voyons ce qui doit se passer entre les nations.

Nous ne contestons pas qu'il y ait une circulation constante du numéraire entre toutes les nations du globe et de proche en proche, pas plus que nous ne contestons qu'il y ait une circulation en autres marchandises; mais il s'agit de savoir si ce déplacement de numéraire est tel qu'on le dit, et si, dans ce qu'il est réellement, il a les inconvénients qu'on lui attribue.

On n'a pas fait et on ne peut guère faire le relevé des importations et des exportations de numéraire; chaque voyageur qui passe la frontière est exportateur ou importateur; mais la véritable notion de la monnaie nous permet d'apprécier jusqu'à un certain point quelle doit être cette proportion de numéraire importé ou exporté.

Nous avons démontré que la monnaie tirait toutes ses qualités, en tant que monnaie, de l'excellence de ces qualités mêmes, en tant que marchandise (ch. XVII). — Nous avons aussi établi que la masse du numéraire ne peut pas dépasser une certaine pro-

portion au sein d'une nation[1]. En cas de rareté, la plus-value du numéraire attire les acheteurs de produits et suscite les importations de numéraire, la dépréciation provoque l'exportation du numéraire et l'exportation des produits. Exemple : « L'Angleterre, ce grand exportateur, ce croquemitaine des prohibitionnistes, ce vampire qui étouffe ses victimes sous la masse de ses produits et, depuis des siècles, soutire leur argent par les procédés les plus machiavéliques, devrait posséder des montagnes d'or et d'argent; et cependant, s'il est constant que c'est elle qui en a le plus reçu, c'est elle qui en possède le moins. Qu'en fait-elle donc? Mon Dieu, elle en fait ce qu'en font les autres nations, ce que nous en faisons tous : elle achète non pas des produits indigènes, — car s'il en était ainsi, l'or resterait chez elle, — mais des produits étrangers[2] ». Si l'exportation du numéraire ne peut s'opérer, et si ces possesseurs ne peuvent en faire un meilleur emploi, l'abondance produit la dépréciation, qui se traduit par la hausse des prix. Les nations ne gagneraient donc à un excès de numéraire que la hausse nominale de toutes les valeurs (442). Ainsi, passé une certaine quantité, l'abondance du numéraire n'est ni possible ni désirable.

Ainsi, ceux qui appliquent aux nations la théorie de la supériorité de la richesse monétaire tombent bien plus dans l'erreur que ceux qui croient que tous les acheteurs, en donnant du numéraire, font des opérations moins lucratives que ceux qui vendent.

634. La théorie mercantile est également en opposition avec la notion du phénomène de la CIRCULATION, ainsi que cela résulte de ce qui a été dit au chap. XXIII, dans lequel nous avons exposé le mécanisme de la circulation et la fonction circulatoire des Monnaies et des signes représentatifs.

### § 3. Les partisans de ce système méconnaissent le mécanisme des opérations commerciales.

635. Nous venons d'établir que, prises en masse, les exportations et les importations s'équilibrent, et que, si les monnaies

[1] Cette proportion n'est pas connue. Nous avons donné des propositions indiquées par W. Petty, Germain Garnier et Schmaltz. Voy. ch. XXIII, sur la Circulation, p. 416.

[2] Dupuit, insp. des ponts et chaussées, *la Liberté commerciale*, in-8, 1861, p. 57.



entrent dans cette balance pour une part quelconque, c'est à l'avantage de la nation que l'on considère, soit qu'elle importe, soit qu'elle exporte une certaine quantité de numéraire, attendu qu'elle n'en a pas assez pour ses besoins dans le premier cas, et qu'elle en a trop dans le second.

636. Examinons maintenant ce qui peut se passer d'une nation à l'autre. Trois cas peuvent se présenter : ou les exportations de la première chez la seconde dépassent les importations de la seconde chez la première, ou c'est le contraire, ou il y a équilibre parfait. Dans aucun cas, la balance n'est défavorable.

Mettons-nous au point de vue de la première nation. Dans le premier cas, celui des exportations dépassant les importations, nous sommes d'accord avec les partisans de la balance. Dans le troisième cas, celui de l'équilibre parfait, le danger qu'ils signalent n'existe pas. Reste le deuxième cas, celui des importations dépassant les exportations, que nous allons considérer en prenant pour base de notre raisonnement les chiffres des affaires du Brésil avec la France.

On remarquera que nous choisissons le cas le plus défavorable, celui d'un pays producteur de métaux, qui doit toujours forcément les exporter pour en tirer parti. L'examen des faits nous prouvera néanmoins que, si les métaux précieux sortent du Brésil, ce n'est pas pour solder la balance.

La France aurait, une année, en 1842 par exemple[1], d'après le tableau de ses exportations et de ses importations, expédié au Brésil pour 15 millions, et le Brésil aurait renvoyé pour 6 millions. Au dire des partisans de la balance du commerce, nous aurions donc reçu du Brésil un solde de 9 millions en espèces. — Cette manière de voir est complètement erronée. Si l'on évalue la production de l'or et de l'argent dans l'Amérique entière, on voit que le Brésil ne produit pas d'argent, et que les mines réunies du Brésil, du Mexique, de la Colombie, du Chili et des États-Unis ne produisaient annuellement pas plus de 20,000 kilogrammes d'or à cette époque, soit environ 72 millions de francs; ce qui donnerait à penser que le Brésil nous envoyait à peu près tout l'or qu'il produisait, et qu'il lui en restait fort peu pour payer d'autres soldes de balance. — Or, il faut faire ici deux observations importantes : la première, que les 72 millions dont

[1] Exemple de la 1re édition de ce Traité.

nous parlons peuvent bien représenter la valeur de l'or produit, mais qu'il faut en déduire les frais de production, qui sont très considérables; la seconde, c'est qu'en ouvrant les tableaux de la douane, nous trouvons que le Brésil ne figure, en la même année, dans les importations en France, que pour moins de 100 kilogrammes (moins de 300,000 fr.)[1] en or brut, c'est-à-dire en barres, en lingots, en poudre, en bijoux cassés, etc. Il est vrai que le Brésil pouvait prendre sur sa propre provision de numéraire de quoi solder la balance; mais alors il faudrait admettre que le Brésil était trop abondamment pourvu de numéraire, ce qui n'avait pas lieu, puisqu'il avait du papier-monnaie; il faudrait, d'autre part, que les négociants qui sont en rapport avec le Brésil reçussent des espèces en retour, ce qui n'a pas lieu non plus.

Or, voici comment se passent les choses. — Un fabricant de Lyon expédie des soieries à Rio-de-Janeiro, et devient le créancier de son correspondant de cette ville; d'autre part, un négociant du Havre, qui a besoin de recevoir du café pour alimenter son commerce avec Paris, s'adresse à un autre correspondant qui lui expédie le café; il devient le débiteur de celui-ci, qui fait sur lui une traite payable au Havre. Qui peut acheter cette traite et en payer le montant à l'acheteur du café? Le commissionnaire qui a vendu les soieries, et qui pourra ainsi faire passer au fabricant de Lyon un titre qui sera négocié sur cette place et remboursera les produits lyonnais. — Comme on le voit, il n'y a dans cette opération aucun transport de monnaie; la lettre de change a servi à satisfaire les quatre intéressés dans ce négoce et, en dernière analyse, le Brésil a payé avec des cafés de son territoire les marchandises qui lui ont été expédiées d'Europe. On multiplierait ces exemples à l'infini; et c'est ainsi que l'on peut voir constamment des traites tirées d'Amérique sur l'Europe, sans jamais, ou très rarement du moins, voir des traites sur des négociants américains.

D'après cet exemple, il est facile de comprendre que le Brésil peut aussi solder les marchandises qu'il fait venir de Paris avec celles qu'il expédie à Londres ou ailleurs. Il suffit pour cela que les négociants du Brésil tirent sur leurs correspondants de Londres et envoient leurs traites à ceux de Paris, qui les suivront en

[1] Il en faudrait, pour les 9 millions de balance, près de 3,000 kilogrammes.



remboursement; ce qui, d'ailleurs, n'exclut pas l'envoi des métaux précieux sur un point quelconque, celui où ils se vendent le mieux; mais alors ce déplacement, que nous avons réduit à sa juste importance, ne se fait pas par le jeu de la balance du commerce, comme le supposent les théoriciens de la balance, mais bien en vertu des règles générales de l'échange.

Ainsi, la France, ayant expédié 15 millions de marchandises au Brésil, en a reçu 6 millions de marchandises, numéraire compris, et 9 milllions en valeurs commerciales sur différentes places d'Europe, et il n'est pas permis de dire que la balance a été favorable à la France ou défavorable au Brésil. Le commerce a été favorable aux deux pays jusqu'à la concurrence des profits que les négociants ont trouvés dans ce mouvement d'affaires de 30 millions, dont 15 allant de France au Brésil et 15 millions du Brésil à la France.

637. Il nous semble que toutes les preuves morales sont acquises à cette démonstration. On en aurait la preuve matérielle avec des chiffres exacts d'exportations et d'importations du Brésil pour tous les pays du monde, et qui correspondraient avec ceux de ces mêmes pays.

### § 4. Preuve de la fausseté de cette théorie par l'absurde.

638. Nous avons montré le faux point de départ de la théorie mercantile sur la nature de l'échange et la portée des chiffres d'exportation et d'importation. Nous l'avons montrée elle-même en opposition avec la véritable notion de la monnaie, et nous avons fait voir aussi que les partisans de ce système méconnaissent le mécanisme des opérations commerciales; il nous reste à faire toucher cette erreur au doigt par une démonstration bien simple et qui réduit la théorie à l'absurde.

Un négociant achète à Paris des soieries pour 500,000 francs et les envoie à Rio-de-Janeiro, où elles se vendent mal et ne produisent que 250,000 fr., avec lesquels son commissionnaire achète au Brésil des sucres qu'il lui expédie au Havre, où il les vend 300,000 francs. Le négociant a bien positivement perdu 200,000 francs; mais, selon les partisans de la balance du commerce, la France les aurait gagnés! En faisant une supposition inverse, c'est-à-dire en supposant que les importations en sucres dépassassent l'achat des soieries, le négociant pourrait bien gagner

200,000 francs, mais la France les perdrait! — « Selon la théorie de la balance du commerce, dit Bastiat[1], la France a un moyen fort simple de doubler à chaque instant ses capitaux. Il suffit pour cela qu'après les avoir fait passer par la douane, elle les jette à la mer. En ce cas, les exportations seront égales au montant de ses capitaux; les importations seront nulles et même impossibles, et nous gagnerions tout ce que l'Océan aurait englouti. — C'est une plaisanterie, il est impossible que nous disions de telles absurdités. — Vous les dites pourtant et, qui plus est, vous les réalisez, vous les imposez pratiquement à vos concitoyens, en tant du moins que cela dépend de vous ». — «... Voulez-vous donc, dit Coquelin[2] pour montrer la même absurdité, procurer au pays une balance favorable, tuez-y le crédit; faites que les banquiers n'escomptent plus; que les lettres de change, les billets à ordre, les billets de banque même n'y aient plus cours; alors le besoin du numéraire venant à augmenter, le commerce forcera ses ventes à l'étranger pour en appeler du dehors. Il restreindra par la même raison ses achats, et le résultat désiré sera atteint ».

### § 5. Cas où la balance est défavorable.

639. Dans le système de la balance du commerce, l'excès des importations sur les exportations est toujours défavorable, parce qu'on suppose que cet excès est soldé en espèces, en pure perte pour la nation et en guise de *tribut* aux pays étrangers ; d'autre part, l'excès des exportations sur les importations est toujours considéré comme favorable, parce qu'on suppose que la différence a été soldée en espèces aux dépens des pays étrangers. Tout ce qui précède tend à prouver que ce sont là deux absurdités. En fait, les importations et les exportations s'équilibrent d'une façon ou d'une autre par des valeurs équivalentes et de diverse nature.

Il est toutefois des cas d'exportation réellement nuisibles à un pays, quand, pour une cause ou l'autre, les capitaux et les intelligences émigrent pour ne plus revenir et que les produits sont exportés sans retour. Dans ce cas, il peut y avoir avantage pour

[1] *Sophismes*, chap. VI.
[2] *Dict. d'écon. polit.*, article BALANCE DU COMMERCE.



la civilisation en général, intéressée à la colonisation ; mais il y a perte réelle pour le pays, perte qui pourra, il est vrai, être compensée par les rapports ultérieurs entre la colonie et la mère patrie. — Telle est aussi l'action de l'*absentéisme*, c'est-à-dire de cette habitude des propriétaires du sol de vivre loin des localités où sont les terres ou les exploitations dont ils profitent, et d'exporter ainsi constamment sans retour la part des richesses qui leur revient. C'est une des causes de la misère de l'Irlande[1].

Mais, en ce cas, ce n'est plus d'échange international qu'il s'agit.

### § 6. Origine de cette théorie et ses funestes effets. Conclusion.

640. Si l'on affirmait que la balance du commerce est d'autant plus favorable que le pays reçoit plus de *richesses* en échange de ses exportations, la proposition ne pourrait être contredite; mais nous venons de voir que la formule a une tout autre signification. Ainsi qu'Adam Smith l'avait déjà observé pour les auteurs anglais, il est arrivé que la plupart de ceux qui ont écrit ou qui écrivent sur le commerce, après être partis de cette donnée exacte, l'oublient en raisonnant et finissent par conclure à la nécessité de multiplier l'or et l'argent, comme faisant l'objet capital de l'industrie et du commerce, tant on est habitué à prendre les mots *or* et *argent* comme synonymes de *richesse*, et l'erreur mercantile pour la vérité économique.

Le système mercantile est issu de cette confusion dont il a été question lorsque nous avons établi (441) que la monnaie ne constitue pas seule la Richesse.

641. Nous pouvons résumer ce chapitre en disant :

1° Les partisans de la Balance du commerce et des idées qui s'y rattachent n'ont pas une notion exacte des opérations du Commerce, du Change et surtout du rôle de la Monnaie;

2° Les nations n'ont pas intérêt à posséder chez elles de l'Or et de l'Argent au-delà d'une certaine proportion;

3° Lors même qu'elles croient avoir intérêt à dépasser cette proportion, elles ne peuvent point y parvenir ;

[1] Voy. ce qui est dit plus loin sur ce sujet au chap. XXXV, de la Consommation privée.

4° Le Commerce extérieur n'est pas la seule branche d'industrie capable d'enrichir une nation;

5° La différence provenant des importations sur les exportations, ou des exportations sur les importations, n'existe pas au fond dans le sens où l'ont entendu les partisans de la Balance;

6° Les tableaux des exportations et des importations ne sont pas dressés avec assez d'exactitude pour qu'on puisse baser sur eux une appréciation bien concluante des différences, soldes ou balances soi-disant favorables ou défavorables;

7° En admettant ces différences, ce n'est que par exception qu'elles sont soldées en espèces;

8° Lorsqu'elles sont soldées en espèces, il n'y a en général ni avantage ni inconvénient pour une nation à recevoir ou à payer ces différences de cette manière;

9° L'analyse de la production et de l'échange qui assignent au commerce sa véritable place, la doctrine des débouchés, la notion de la monnaie, n'ont rien laissé subsister de la fausse théorie du système mercantile et démontrent qu'un peuple est intéressé non à la ruine, mais à la prospérité de ses voisins;

10° La théorie mercantile ou de la balance du commerce et les conséquences qu'on en a tirées sont fausses et ont été déplorables pour les peuples.

En effet, elles ont fourni des arguments au système réglementaire, au système protecteur, aux préjugés nationaux; — elles ont conduit à méconnaître la liberté du travail, les avantages de la division du travail parmi les nations; — à créer aux frontières, pour protéger certaines branches de travail, des barrières de douanes qui nuisent à toutes; — à pousser la plupart des industries dans une voie factice; — à donner aux gouvernements une surveillance qui n'est pas de leur domaine; — à fonder une législation barbare; — à jeter la discorde parmi les peuples; — à exciter le désir des possessions lointaines, l'esprit de conquête et de spoliation; — à fonder des établissements coloniaux fort onéreux ou à s'en emparer par la force ou la ruse; — à établir l'esclavage; — à accroître les armements terrestres et maritimes; à provoquer des guerres, à verser des torrents de sang; — le tout pour arriver à un avantage imaginaire.

642. Les principes que nous venons d'exposer dans ce chapitre et dans celui qui précède, et qui seront confirmés et étendus dans celui qui suit, servent à résoudre toutes les questions de



pratique relatives au commerce extérieur et à la concurrence des nations (prohibitions, droits protecteurs, primes, droits différentiels, traités de commerce, régime colonial, etc.)[1]; ils ont pour effet de combattre les préjugés, les haines et les faux calculs, qui ont tant de fois amené chez les nations le diabolique fléau de la guerre.

La théorie mercantile a inspiré, sauf de rares exceptions, la politique internationale de tous les gouvernements depuis quatre siècles. Quelque erronée ou même absurde qu'elle puisse paraître à l'homme d'étude, elle forme encore dans la plupart des pays le fond de la doctrine commerciale de presque tous les hommes qui influent sur la direction des affaires publiques.

Voy. pour l'historique de ce système les derniers paragraphes du chapitre précédent et le chapitre suivant.

---

## CHAP. XXVI. — FAUSSES THÉORIES SUR L'ÉCHANGE (SUITE): — LE SYSTÈME PROTECTEUR OU LA PROTECTION, — LA RÉFORME DOUANIÈRE.

I. Objet de la protection douanière. — En quoi elle consiste. — II. Action de la Protection sur l'Industrie nationale. — Le système protecteur en opposition avec la Justice, la Propriété, l'Intérêt de l'Industrie et l'Intérêt général. — Industries non protégées. — III. Arguments invoqués en faveur du système protecteur. — Exceptions à la liberté commerciale. — IV. Reproches adressés au système protecteur. — V. De la réforme du régime protecteur. — Ses effets. — VI. Historique du système protecteur et des réformes douanières.

### § 1. Objet de la Protection douanière. — En quoi elle consiste.

643. Le système protecteur proprement dit se propose de favoriser, d'encourager, de développer le *travail national*[2] (l'industrie et l'agriculture nationales, le commerce national, la navigation nationale) en le *protégeant* directement contre la concurrence du *travail étranger*, de l'industrie étrangère, au moyen de diverses combinaisons douanières, telles que — Prohibitions,

[1] Voy. le chapitre suivant et une Note finale, et diverses notes dans le volume *Notes et Petits Traités*, 2e édition.

[2] Le sens de « travail national » peut s'étendre à toutes les activités : à la religion, à l'enseignement, aux beaux-arts, aux sciences.